

Bilan des actions 2002

Equipe de Développement Local Goutte d'Or

QUARTIER GOUTTE D'OR

Constats et actions

Développement économique, insertion, emploi et formation.

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<p><u>Développement économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Première expérience de diversification à travers l'installation de 13 créateurs de mode rue des Gardes. Quelle appropriation par les habitants et les acteurs associatifs du projet ? Quelle dynamique économique pour le quartier ? Quels effets sur l'emploi dans le quartier (stages, emploi...) ? ❖ La création de trois entreprises d'insertion participe à la diversification économique du quartier, notamment Relais Goutte d'Or en tant que restaurant. ❖ Les associations de commerçants sont peu ou pas existantes sur le quartier. ❖ Installation de nombreux commerces sur le périmètre Goutte d'Or, rencontrant une fréquentation importante et proposant un vente en grande quantité (induisant des nuisances sonores saturation des axes de circulation...). Les éléments concernan 	<ul style="list-style-type: none"> → Mise en place d'un groupe de travail thématique sur les « rez-de-chaussée commerciaux » avec l'OPAC, la DDAEE, la SEMAVIP, la CCIP et la mairie du 18^{ème}. Dans ce cadre là, un bilan du projet d'installation des créateurs rue des Gardes. → Projet d'un atelier de création/ animation entre la rue des Gardes et l'association Les Enfants de la Goutte d'Or.

la situation sanitaire réelle des commerces sur le périmètre Château Rouge sont insuffisants.

- ❖ Présence de nombreux lieux de stockage qui n'apportent pas une dynamique économique et qui n'offrent pas une lisibilité des activités.
- ❖ Installation de plusieurs enseignes commerciales à proximité du quartier sans communication, sans échange, sans lien avec le quartier (Virgin, la Grande Récré)

→ Prise de contact avec Virgin afin de permettre le recrutement de jeunes du quartier de la Goutte d'Or mais sans succès : refus de partenariat avec le quartier du côté de l'entreprise.

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<p><u>Insertion par l'économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Depuis 1997, trois entreprises d'insertion ont été créées sur le quartier proposant 15 postes d'insertion. ❖ Une association intermédiaire recense dans ses fichiers plus de 70% de personnes originaires du quartier. 179 personnes ont été mises à disposition pour des missions d'emplois familiaux, de bricolage, de peinture, de déménagement (16 personnes ont un emploi en CDI, 11 en CDD, 3 en CES et 18 en formation). ❖ Les échanges avec les structures d'insertion posent la difficulté de recrutement de résidents du quartier. ❖ Les questions suivantes se posent : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'offre d'insertion du quartier correspond-elle aux besoins des habitants ? ✓ Est-il pertinent de poursuivre un développement d'offre d'insertion par l'économique ? ✓ Quelles sont les modalités de suivi social nécessaire pour s'occuper des personnes les plus en difficultés et pouvoir assurer la mission des entreprises d'insertion ? ❖ L'ensemble des dispositifs d'insertion par l'économique existant n'est pas pris en compte par le quartier à ce jour, notamment les chantiers d'insertion, Régie de quartier... 	<ul style="list-style-type: none"> → Suite au dépôt de bilan de l'entreprise d'insertion Relais Goutte d'Or Paris gérant le restaurant « Lectures Gourmandes », recherche d'un repreneur et aboutissement : travail en collaboration avec l'association AURORE et création de l'association « Les amis de Lectures Gourmandes ». → Entreprise d'Insertion les Ateliers de la Mode en période d'observation : travail de suivi et de reprise éventuelle. → Réunion avec l'OPAC et l'entreprise d'insertion Clair et Net en perspective de marchés nouveaux et de besoins d'entretien par l'OPAC. → Impulsion et suivi de la réflexion avec l'OPAC et l'Entreprise d'Insertion Clair et Net concernant la création d'une régie de quartier.

Accompagnement vers l'emploi :

- ❖ Les besoins en terme d'emploi pour les habitants ne sont que partiellement connus par les associations et organismes publics d'accueil et de suivi.
- ❖ La connaissance de ce besoin n'est pas partagée par tous les acteurs.
- ❖ Absence des services publics ou para-publics (ANPE, Mission Locale) sur le quartier en matière d'accueil, de suivi, d'accompagnement vers l'emploi. L'éloignement n'est pas un frein, il s'agit d'une question d'adaptation et de qualité d'accueil par rapport aux publics.
- ❖ Existence d'une demande de responsables associatifs auprès de l'EDL pour trouver des réponses d'accès direct à l'emploi pour leur public. Les liens avec les services d'accueil et d'accompagnement adéquats ne semblent pas toujours connus et /ou opérationnels.
- ❖ L'offre d'emplois aidés n'est pas assez connue, repérée et développée sur le quartier (postes de la RATP, EDF...).
- ❖ L'accès au dispositif d'aide à l'emploi est assez bien identifié, cependant un soutien et un accompagnement sont nécessaires à différents degrés selon les associations.

→ Expérience de « Parrainage de jeunes diplômés dans les quartiers politique de la ville » avec l'association Agir ABCD et la DDTEFP, auprès d'un jeune du quartier orienté par une association (APSGO).

→ Réunion collective concernant les métiers de la RATP avec les associations du quartier.

Formations :

- ❖ Evolution du secteur de la formation vers des logiques de marchés.
- ❖ Les conditions initiales de la mise en place du parcours alpha sur le quartier n'existent plus, quel devenir ?
 - ✓ Evolution des publics en alpha (identification de primo arrivants plus jeunes de pays d'Afrique, prise en compte des hommes insuffisante).
 - ✓ Absence de formation FLE (hors Afrique).
- ❖ Le circuit d'accès aux formations pour les publics en difficulté est connu. Il reste cependant des personnes qui ne peuvent pas accéder aux formations existantes (jeunes désocialisés, hommes de + de 40 ans...)
- ❖ Pas de lien visible avec le CFA.

→ Bilan du centre de formation CEFIT en lien avec les Ateliers de la Mode.

→ Information sur la Valorisation des Acquis d'Expériences.

Prévention sociale

CONSTATS	ACTIONS
<p><u>Globalement :</u></p> <ul style="list-style-type: none">❖ Nous n'avons pas de connaissance des actions des institutions en direction des familles, dans le champ de la prévention sociale (CAF, DASES). Délégué de coordination/responsable GO ?❖ Deux associations sur le quartier ont une intervention globale en direction des familles dont l'une centrée sur les communautés africaines (URACA), la seconde étant un centre social (AGO). L'association l'Arbre bleu accueille aussi des familles du quartier.❖ Le centre social est aujourd'hui dans une logique de développement mais est freiné par des difficultés diverses notamment par un manque de locaux et de moyens divers.❖ Nous notons un manque d'échanges et de communication sur les actions et pratiques de prévention sociale conduites par le club de prévention et les associations d'animation. <p>L'ensemble des associations travaille à la prévention sociale.</p>	

Accompagnement parents :

- ❖ De nombreuses associations intègrent dans leur intervention l'accompagnement à la fonction parentale.
- ❖ Peu d'échanges structurés entre associations (en dehors de l'existence d'un réseau parisien d'écoute et d'accompagnement des parents) sur leurs actions et pratiques autour de l'accompagnement à la fonction parentale. Trois associations (ADOS, AGO et EGDO) échangent dans le quartier sur cette question, une meilleure connaissance de l'existant demeure nécessaire.
- ❖ Pas de connaissance par l'EDL des besoins réels en matière de soutien aux familles.

Prévention jeune :

- ❖ Inégalité d'accueil sur le territoire Goutte d'Or, on observe un manque important sur le nord du quartier.
- ❖ Pas d'accueil spécifique pour les enfants de 4-6 ans.
- ❖ Bonne couverture du public enfant et jeunes jusqu'à 11-12 ans en matière d'activités d'animation et de loisirs.

❖ Concernant la tranche 12-18 ans :

Les associations s'interrogent sur la prise en compte de ce public. Certaines ont développé des actions en ce sens. L'association ADOS met en place un point antenne jeunes.

Mais il n'existe pas de réflexion collective partagée sur cette question au niveau du quartier.

Les structures reconnaissent avoir centré leurs actions sur leurs lieux d'accueil au détriment d'un travail de contacts, d'échanges et d'actions dans la rue. Ce constat repose sur un problème de moyens. La tranche d'âge 18-25 ans est prise en charge partiellement par une structure. Des besoins restent non couverts.

Prévention et santé

- ❖ Existence sur le quartier d'un pôle de référence public en matière de santé (pôle santé). Orientation tournée vers l'enfant.
- ❖ L'organisation actuelle ne permet pas à ce pôle de jouer pleinement son rôle en matière de prévention santé : positionnement de la coordination, sectorisation des activités, absence de projet global.
- ❖ Une action importante à dimension communautaire dans le domaine de la santé (URACA) est conduite.

→ Participation régulière au groupe de travail sur « la rue » et ses dangers en lien avec le pôle santé Goutte d'Or, les assistantes sociales du secteur, le centre social et les éducateurs de rue.

- ❖ L'équipe de développement local ne connaît pas les manques et les besoins éventuels en matière d'accès aux soins et aux droits.
- ❖ L'accès aux droits liés à la santé est-il suffisamment couvert ?
- ❖ Toxicomanie : question prégnante et prépondérante sur le quartier.
- ❖ Existence d'un réseau d'actions en direction de la santé des usagers et d'une intervention de médiation entre ces usagers, les habitants et les institutions (STEP, EGO, Coordination Toxicomanies 18).

Ce problème et cette situation vont largement au-delà d'une intervention de quartier.

Sécurité

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none">❖ Le diagnostic sécurité du CLS nous a été présenté à l'échelle du 18^{ème} arrondissement. Le pilote de cet axe de travail est la mairie d'arrondissement. Des contributions ont été apportées par la politique de la Ville à la mairie d'arrondissement notamment par la réponse à un questionnaire et la participation à deux groupes de travail. ❖ Les relations police, structures associatives et habitants sont des relations difficiles. Constat d'un manque de lisibilité du rôle de la police urbaine de proximité. Distinction des rôles entre police urbaine de proximité et CRS difficile à établir. ❖ Existence de marchés parallèles (trafics de stupéfiants, marché aux voleurs...) importants et pérennes. Interprétation du rôle de la police sur le quartier.	

Prévention de la délinquance

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none">❖ Manque d'informations et de précisions sur les actions de prévention et les pratiques des acteurs associatifs et institutionnels.❖ Peu d'associations s'inscrivent à ce jour dans le dispositif V.V.V (3 de manière régulière, 3 de manière ponctuelle hors Préfecture de Police).❖ Pas de connaissance de la réalité de l'utilisation des mesures alternatives à la prison : TIG par exemple.❖ Peu de prise en compte par le collège Clemenceau du soutien que les structures du quartier peuvent apporter à la prévention des violences et des conduites à risques.	<p>→ Réalisation d'une synthèse prévention , fruit de rencontres avec les intervenants associatifs de la prévention. Cette synthèse fera l'objet d'une restitution à l'ensemble des partenaires concernés. Une déclinaison en groupes de travail est ensuite envisagée.</p> <p>→ Action de bilan avec les Agents Locaux de Médiation Sociale (ALMS) en poste dans le quartier. Déterminer les suites à donner à cette action : formation, intégration dans le réseau local.</p>

Justice et accès aux droits

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none">❖ Au moins 7 associations assurent des actions d'accès aux droits sur le quartier.❖ Ces associations sont aujourd'hui plus en demande de créer des liens et des complémentarités entre elles et avec des institutions que de voir se créer et se rajouter des projets nouveaux.❖ L'institution judiciaire tend à s'ouvrir sur les quartiers notamment par la mise en place des MJD mais l'éloignement de telles structures de la Goutte d'Or ne favorise pas leurs accès ni un travail commun de long terme.❖ Du point de vue des associations, la demande des publics en matière d'accès aux droits est importante sur le quartier notamment sur les questions liées au séjour et à la nationalité, logement et santé.❖ Des liens sont à construire aujourd'hui avec certains partenaires de la justice : juge des enfants, DPJJ.	<p>→ Participation à la mise en place d'un Point d'Accès au Droit entre le quartier de la Goutte d'Or et la Chapelle en lien avec la mairie du 18^{ème}.</p> <p>→ Mise en place d'un Cycle d'Informations Juridiques en partenariat avec la Maison de la Justice et du Droit de Paris nord-est : rencontres techniques sur des thèmes juridiques particuliers en direction des professionnels agissant sur les quartiers politique de la ville. Bilan réalisé en juillet août 2002, sous forme de questionnaire pour la reconduction et l'amélioration de l'action en 2003.</p>

Urbanisme – Logement – Amélioration du cadre de vie

CONSTATS	ACTIONS
<p><u>Urbanisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les relations entre le bailleur OPAC et les locataires font état de certaines difficultés. ❖ La poursuite de l'opération de rénovation du quartier entraîne une phase transitoire longue nécessitant un accompagnement sur la partie nord. Sur la zone sud des opérations restent à réaliser. ❖ La politique de la Ville n'est pas pilote de cette opération mais elle en est partie prenante. ❖ La rénovation urbaine a un impact sur le plan d'aménagement du quartier (voirie, espace public, circulation...). ❖ Une demande est exprimée par les habitants concernant le réaménagement et l'aménagement d'espaces publics. <p><u>Cadre de vie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Le quartier reste très sale malgré les moyens mobilisés pour son entretien. Cela concerne les poubelles, les excréments sur la voirie, les épaves de voiture, les déchets des commerçants...). 	<p>→ Début de concertation, à l'initiative de la mairie du 18^{ème}, au sujet du réaménagement du square Léon et du square Saint-Bernard. Sur cette base, une concertation participative est prévue en fin d'année 2002, début 2003.</p> <p>→ Réunions de concertation avec la mairie du 18^{ème} sur les travaux de voirie.</p>

- ❖ L'accès aux transports collectifs reste une difficulté, leur localisation se situe aux extrémités du quartier. Une saturation du flux des passagers est observée quotidiennement aux bouches de métro, dans les bus.

Saturnisme :

- ❖ Pas de lisibilité actuellement sur la situation du saturnisme dans le quartier. Des chiffres actualisés sont nécessaires.

Logement :

- ❖ Certaines associations du quartier s'interrogent sur la mise en place de l'article relatif à la politique de peuplement (selon la loi SRU).
- ❖ Un besoin est exprimé par des associations de remettre en place une coordination logement et une concertation sur cette question en associant les associations, les services sociaux, les bailleurs.
- ❖ Les relations avec le bailleur OPAC sont difficiles tant concernant les résidants (ascenseurs en panne, squats dans les cages d'escalier...) que du point de vue des acteurs locaux

→ Suivi des travaux de la **station de métro Barbès** et réflexion sur l'occupation de l'espace, et la sécurisation (humanisation par la création de postes d'emplois-jeunes.

(pas de lisibilité de la gestion des locaux commerciaux, des locaux associatifs, pas de relation de proximité sur le quartier...).

- ❖ On recense peu de projets de quartier avec l'OPAC.
- ❖ Le bailleur social majoritaire est l'OPAC, mais le rapport locatif privé et locatif social pose le parc locatif privé en position dominante dans le quartier.

Education

CONSTATS	ACTIONS
<p><u>REP et CEL : le cadre d'ensemble</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Le périmètre politique de la Ville est le même que le périmètre du réseau d'éducation prioritaire. Le partenariat entre le REP et la politique de la ville existe et il est actif : échanges d'informations ❖ Un contrat éducatif local existe depuis bientôt trois ans. ❖ Il a permis de mettre en place des outils d'informations au service des acteurs et d'approfondir une concertation entre associations et écoles. ❖ Toutefois la problématique de l'école est un problème qui reste central sur le quartier : les établissements et surtout le collège concentrent et cumulent des difficultés : absentéisme, résultats scolaires, violences scolaires, la mixité sociale étant aujourd'hui un problème posé et à traiter. ❖ Face à cette situation, les moyens sont insuffisants : places en classes adaptés, mobilisation des équipes, temps de concertation... ❖ Les équipes pédagogiques sont soucieuses de développer des projets ouvrant l'école sur l'extérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> → Rencontres régulières avec la coordonatrice du Réseau d'Education Prioritaire n°8. → Rencontres générales collèges / associations : présentation des objectifs des associations, des activités, public touché. → Forum des métiers « Raconte-moi ton métier » en partenariat avec le Réseau d'Education Prioritaire n°8, au collège Clémenceau, pour les classes de 4^{ème} et de 3^{ème}, en janvier 2002 : 56 professionnels mobilisés et 52 ont participé à l'action. → Création d'un guide (parution Septembre 2002) et d'un classeur des activités péri et extra scolaires (parution en Janvier 2002) : recensement des activités organisées dans les écoles et les associations.

- ❖ Ces constats sont posés de manière empirique, les outils statistiques ne sont pas à notre disposition : indicateurs de précarité, évaluation scolaire, résultats d'orientation....

Relations écoles / familles

- ❖ Sur le quartier, les familles et l'Institution sont souvent dans des situations d'incompréhension et de manque de dialogue.
- ❖ Une difficulté particulière est pointée avec les familles de par des conceptions différentes en matière d'éducation.
- ❖ Des parents se regroupent et s'expriment dans le cadre des groupes parents et les sujets qui reviennent souvent tournent autour de l'école.
- ❖ En même temps leur représentation au sein des instances de discussion et de décision de l'école est très faible (conseil d'école, conseil d'administration du collège,...). Les associations travaillent à cette responsabilisation et à cette implication.
- ❖ Absence de l'implication des parents dans le CEL à ce jour.
- ❖ Il existe une demande forte des parents et associations sur la question de l'orientation de leurs enfants et sur le fonctionnement de l'école.

→ Réflexion sur la médiation scolaire

→ Réflexion avec les structures accueillant des groupes parents.

→ Développement d'actions sur l'information et l'orientation.

Ecoles / associations

- ❖ Le partenariat écoles / associations n'est pas naturel et nécessite un effort spécifique. La volonté pour aboutir à ce partenariat n'est pas toujours suffisante.
- ❖ Les échanges existent, les projets bilatéraux (associations/écoles) fonctionnent. Toutefois, le bon fonctionnement de ces projets repose davantage sur la bonne volonté et coopération de certaines personnes que sur l'existence d'un partenariat structurel. De plus, il n'y a pas de dynamique collective de quartier.
- ❖ Il est très difficile d'évoquer avec l'école et les associations des situations qui se sont déroulées dans l'enceinte scolaire. Les associations ne sont pas et ne souhaitent pas être en position de médiation familles / école.
- ❖ Les associations sont très demandeuses d'informations et de données permettant de mieux caractériser la question de l'école aujourd'hui.
- ❖ Il est difficile de parler d'une continuité éducative entre l'école et le travail extra scolaire.

Accompagnement scolaire

- ❖ Une évaluation du dispositif d'accompagnement scolaire a été réalisée l'an dernier dans le quartier auprès de 8 associations et

→ Bilan de la fréquentation des ateliers bleus et point sur les critères de développement des ateliers bleus dans les écoles.

7 écoles élémentaires. Cette étude a mis en évidence la richesse du tissu associatif intervenante en accompagnement scolaire et la qualité des actions développées (cf. compte rendu étude, synthèse, p. 73).

- ❖ En revanche, les efforts doivent être poursuivis sur les notions de priorités des associations par rapport aux besoins et sur les logiques d'évaluation.

Culture

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le quartier concentre une diversité de lieux, d'activités, d'événements et d'actions culturels rencontrant des réalités diverses : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un événement culturel annuel fédère une vingtaine d'associations pour son organisation. ✓ La bibliothèque implantée sur le quartier rencontre un grand succès, un taux de fréquentation important et une implication forte sur le quartier. Les responsables sont en attente de projets et propositions par rapport au quartier. ✓ Un manque d'animation culturelle au sens d'activités proposées aux habitants est constaté. ✓ La diversité ethnique du quartier n'est pas représentative des actions culturelles du quartier. ✓ Un manque de lieux d'expression et d'animation culturelle est exprimé par les habitants et les associations. ❖ L'ouverture de l'espace musical sur le quartier est attendue avec impatience par les habitants, les associations... 	<ul style="list-style-type: none"> → Réalisation d'une synthèse culture après entretiens des différents intervenants culturels du quartier. Perspective d'une réunion collective de restitution. → Suivi de dossiers d'associations culturelles : création d'un atelier avec Art Exprim 18, dossier d'adulte relais avec Cargo 21. → Soutien aux initiatives culturelles, besoin de clarifier l'offre face à la multitude des initiatives. → Participation à la concertation Fleury : exposition à la bibliothèque avec la DJS, consultation auprès d'acteurs institutionnels, participation au comité de pilotage.

Sport

CONSTATS	ACTIONS/ PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none">❖ La valorisation des actions sportives est insuffisante :<ul style="list-style-type: none">✓ Le club de football du quartier n'est pas assez reconnu par les institutionnels et notamment le travail qui est fait dans le cadre de la prévention.✓ Les actions sportives proposées sont peu nombreuses et pas assez diversifiées par manque de créneau horaire et d'équipements sportifs. ❖ Les associations soulèvent le problème d'accès aux installations sportives municipales et déplorent souvent un état et une qualité des équipements très mauvais (pas d'entretien, de rénovation).	<p>→ Réflexion en cours avec les Enfants de la Goutte d'Or (EGDO) pour le sponsoring du club de football du quartier.</p> <p>→ Envisager l'implantation d'un équipement sportif de proximité (salle de boxe, arts martiaux) dans le cadre de l'opération Château Rouge.</p>

Autres activités de l'Equipe de Développement Local :

➤ Communication :

- Mise à jour du « Guide des Partenaires intervenant à la Goutte d'Or », édition 2002.
- Création d'un bulletin de liaison « Interstices » de la politique de la ville dans le quartier.
- Recensement des principales associations du quartier.

➤ Suivi de projets associatifs :

- Aide au montage de dossiers de subvention politique de la ville 2003 : 114 projets pour 30 associations.
- Recherche de financements hors politique de la ville et privés : fondations (Vivendi, Kronembourg, Nuage France), mécénat...
- Aide au montage de dossiers de type « Adultes-relais » : 7 associations concernées.

➤ Locaux (en partenariat avec l'OPAC) :

- Aide à la recherche de locaux pour les associations du quartier.
- Recherche fructueuse pour environ 5 associations cette année et un dossier en cours.

➤ Fonds de Participation des Habitants (FPH) :

- Consultation de 14 associations du quartier au sujet de ce dispositif
- Rédaction d'une synthèse
- Restitution aux partenaires et perspectives de mise en place début 2003.

➤ Lieux de culte :

- Entrée en relation avec la mosquée de la rue Polonceau afin de davantage l'ouvrir sur le quartier. Perspective de rencontrer le bureau de l'association